

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE N° 195/DEF/CCC/SP

relative au droit d'option pour le versement de l'indemnité pour charges militaires.

Du 26 avril 1996

COMITÉ DE COORDINATION DES COMMISSARIATS : *secrétariat permanent.*

CIRCULAIRE N° 195/DEF/CCC/SP relative au droit d'option pour le versement de l'indemnité pour charges militaires.

Du 26 avril 1996

NOR D E F T 9 6 6 1 0 6 2 C

Référence :

Décret 59-1193 du 13 octobre 1959 (1).

Pièce(s) Jointe(s) :

Deux annexes.

Modifié par :

1er modificatif du 19 août 1996 (BOC, p. 3329) NOR DEFT9661163C.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 520-0.2.

Référence de publication : BOC, p. 1845 et erratum du 4 juillet 1996 (BOC, p. 2758).

TITRE PREMIER.

PRINCIPE.

L'indemnité pour charges militaires, instituée par le décret de référence, est attribuée selon le grade, les conditions de logement et la situation de famille.

Tout militaire à solde mensuelle ou spéciale progressive perçoit le taux de base de l'indemnité pour charges militaires quelle que soit sa situation de famille. Il s'y ajoute un ou deux taux particuliers selon que le militaire est marié et/ou a des enfants ou sa mère veuve à charge au sens de la législation fiscale.

Dans un couple dont les deux conjoints sont militaires (même s'ils relèvent d'armées différentes) :

- chacun perçoit à titre personnel le taux de base de l'indemnité pour charges militaires ;
- le conjoint auquel sont alloués le ou les taux particuliers correspondant à la situation de famille est désigné d'un commun accord entre les intéressés.

TITRE II.

FORMULATION DE L'OPTION.

(Modifié : 1er mod.)

Cette option doit être formulée dès le mariage. Elle ne peut être remise en cause qu'au terme d'un an. Toutefois, ce délai d'une année peut être réduit lorsque l'allocataire du seul taux de base est promu à un grade le classant dans un groupe d'indemnité pour charges militaires supérieur à celui de son conjoint.

TITRE III.

CAS DE SUSPENSION.

L'option est considérée comme suspendue lorsque l'allocataire du ou des taux particuliers :

- est placé dans une situation statutaire ne comportant pas le droit à l'indemnité pour charges militaires ; le ou les taux particuliers sont alors alloués à l'autre conjoint ;
- ou bénéficie du régime de la solde à l'étranger. Il ne peut en conséquence acquérir l'indemnité pour charges militaires elle-même ou le ou les taux particuliers de cette indemnité ; dans cette dernière hypothèse, le ou les taux particuliers sont servis au conjoint au titre d'un droit propre.

TITRE IV.

CAS DE DIVORCE, DE SÉPARATION DE CORPS OU DE FAIT.

En présence de personnes à charge, l'option exprimée devient caduque. En l'absence de personnes à charge, l'option antérieure est maintenue sauf si une nouvelle option est formulée conjointement par les intéressés.

TITRE V.

PROCÉDURE DE TRANSMISSION DES INFORMATIONS.

1. CHANGEMENT D'ALLOCATAIRE SUR DEMANDE.

L'option est exprimée au moyen d'un formulaire de déclaration dont le modèle est joint en annexe I. L'option prend effet soit à la date de la déclaration, soit à une date ultérieure choisie par les intéressés.

Le militaire, désigné comme bénéficiaire du ou des taux particuliers, remet ce document (deux exemplaires) à son unité d'administration qui le transmet à son organisme payeur, lequel doit en adresser une copie à l'organisme payeur du conjoint. A cette occasion, toutes les dispositions doivent être prises pour que les modifications affectant les droits des deux conjoints interviennent au cours du même mois ; à cette fin, la date prévue de prise en compte des modifications de bénéficiaires doit obligatoirement être mentionnée.

2. CHANGEMENT D'ALLOCATAIRE D'OFFICE.

Les modifications affectant la situation de l'un ou l'autre des conjoints et ses droits à l'indemnité pour charges militaires font l'objet de la fiche navette figurant en annexe II.

Etablie en deux exemplaires par l'organisme payeur ayant reçu l'information entraînant changement d'allocataire, cette fiche est transmise à l'organisme payeur du conjoint qui en retourne un exemplaire, visé et revêtu de la date de prise en compte du mouvement, au précédent organisme payeur.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le commissaire général, directeur central du commissariat de l'armée de terre,

Jean-Claude LAMBERT.

Le commissaire général, directeur central du commissariat de l'air,

Lucien VINCENT.

Le commissaire général, directeur central du commissariat de la marine, président en exercice du comité de coordination des commissariats,

Yves BOURDAIS.

(1) BO/G, p. 4824 ; BO/M, p. 3545 ; BO/A, p. 1797.

ANNEXE I.

Figure 1. DECLARATION.

DECLARATION
en vue du choix du bénéficiaire du ou des taux particuliers de l'indemnité pour charges militaires
(décret n° 59-1193 du 13 octobre 1959 modifié, art. 3).

1. IDENTIFICATION.

Monsieur,

NOM :

Prénoms :

Grade :

N° identification **(1)** :

Armée, unité d'affectation et/ou d'administration :

Nom et adresse de l'organisme payeur de la rémunération :

Madame,

NOM :

épouse :

Prénoms :

Grade :

N° identification **(1)** :

Armée, unité d'affectation et/ou d'administration :

Nom et adresse de l'organisme payeur de la rémunération :

2. DESIGNATION.

Les personnes identifiées ci-dessus désignent d'un commun accord (grade, nom, prénoms) comme bénéficiaire du ou des taux particuliers de l'indemnité pour charges militaires.

La présente option, qui ne peut être remise en cause qu'au terme d'un an, prend effet à compter du

(1) Numéro national d'identification (sécurité sociale), numéro de livret de solde ou de matricule.

Par ailleurs, les signataires reconnaissent être informés que les indemnités accessoires de l'indemnité pour charges militaires (majoration, complément, supplément) seront appréciées conformément à la présente déclaration à compter du jour de prise d'effet.

Nota.

A défaut de choix commun, le ou les taux particuliers de l'indemnité pour charges militaires sont versés au mari.

A l'échéance de l'option et en cas de modification souhaitée, un nouveau formulaire de déclaration doit être renseigné et comporter obligatoirement l'accord des deux conjoints.

A , le

*Signature du mari
précédée de la mention
« lu et approuvé »,*

*Signature de l'épouse
précédée de la mention
« lu et approuvé »,*

Destinataires :

Organisme payeur de l'allocataire.

Organisme payeur du conjoint non allocataire.

ANNEXE II.

Figure 2. FICHE NAVETTE.

FICHE NAVETTE.

Ce document est à retourner à l'organisme payeur perdant après visa de l'organisme payeur gagnant.

Identification du bénéficiaire du ou des taux particuliers de l'indemnité pour charges militaires.

Ancien bénéficiaire :

NOM :

Prénom :

Grade :

Numéro d'identification (1) :

Affectation :

Armée :

Unité d'affectation et/ou d'administration :

Nom et adresse de l'organisme payeur de la rémunération :

Nouveau bénéficiaire :

NOM :

Prénom :

Grade

Numéro d'identification (1) :

Affectation :

Armée :

Unité d'affectation et/ou d'administration :

Nom et adresse de l'organisme payeur de la rémunération :

(1) Numéro national d'identification (sécurité sociale), numéro de livret de solde ou de matricule.

Le présent changement prend effet à compter du _____ pour le motif
suivant :

- ☐ Affectation du conjoint à l'étranger.
- ☐ Nouvelle position statutaire du conjoint.
- ☐ Divorce, séparation de corps, séparation de fait, légalisés par une décision de justice.
- ☐ Modification du nombre de personnes à charge au sens de la législation fiscale, permettant l'attribution des taux particuliers de l'indemnité pour charges militaires.

A _____, le

Visa de l'organisme payeur perdant,

A _____, le

Visa de l'organisme payeur gagnant,

Destinataire :

Organisme payeur gagnant.